



Royaume du Maroc  
Conseil consultatif des droits de l'Homme

*Département Information et Communication*

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

**LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE**

**10 Mars 2010**

**10 مارس 2010**

Genève

## M. Herzenni expose l'expérience du Maroc en matière de réparation communautaire

*Ahmed Herzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) a présenté, lundi à Genève, la recommandation de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) relative à la réparation communautaire, précisant qu'elle revêt une dimension matérielle et symbolique et constitue un geste de reconnaissance des dommages mais aussi d'indemnisation.*

Intervenant lors d'un panel, organisé au Palais des Nations en marge de la 13ème session du Conseil des droits de l'Homme (CDH) de l'ONU, M. Herzenni a précisé que la dimension matérielle prend forme, à travers des programmes de développement socio-économique, et la dimension symbolique se traduit sous forme de reconnaissance de l'Etat des préjudices causés, d'organisation d'activités de commémoration, d'édification de mémoriaux, de réhabilitation et reconversion des centres de détention secrète.

Il s'agit d'un geste de reconnaissance des dommages, mais aussi d'indemnisation dont les objectifs visent à rétablir la confiance des victimes dans l'Etat, renforcer le sentiment de citoyenneté, consolider la solidarité sociale et par voie de conséquence assurer la réconciliation, a-t-il expliqué.

M. Herzenni a ajouté que la stratégie de mise en œuvre du programme de réparation communautaire repose sur trois logiques, précisant que la logique d'intervention favorise, au niveau local, la gouvernance locale en mobilisant et impliquant les acteurs locaux, au niveau national, l'implication concrète de l'Etat dans le programme de réparation communautaire qui se traduira sous forme de participation financière et aussi de facilitation des procédures administratives et d'appui logistique et au niveau international, recherche la mobilisation de solidarités et des coopérations internationales.

Il a également expliqué que la mise en oeuvre de ce programme repose sur l'approche droit en mettant l'accent sur les droits fondamentaux des communautés, sur l'approche participative en consolidant l'implication effective des concernés à tous les niveaux et sur l'approche genre en garantissant les intérêts des femmes et des groupes vulnérables.

Le président du CCDH a rappelé que la mise en oeuvre effective de ce programme avait commencé au dernier semestre 2007, précisant que les principales réalisations accomplies à cet égard consistent en la mise en place des structures de gestion du programme, l'élaboration du plan d'opérationnalisation des recommandations, la mobilisation des partenariats, le renforcement des capacités, la préservation active de la mémoire et l'amélioration des conditions de vie.

M. Herzenni a souligné que sur la base de l'expérience de l'IER et des deux premières années de mise en oeuvre du programme de réparation communautaire, les leçons retenues et qui méritent d'être partagées consistent à relire et analyser l'expérience internationale accumulée dans le domaine de la réparation communautaire, élaborer une méthodologie précise permettant de tracer de manière claire les frontières entre la réparation individuelle et la réparation communautaire, mobiliser, dès le lancement des travaux de la Commission Vérité, des alliances politiques et sociétales, autour du programme et impliquer, dans les processus de

consultations préliminaires, un personnel administratif et technique en postes de décision.

Ils consistent également à élaborer des recommandations très précises munies d'un plan opérationnel, mettre en place une seule institution nationale pour coordonner la mise en oeuvre du programme, veiller sur la logique initiale du programme, et aussi jouer le rôle de locomotive en cas de besoin, prendre en compte les dynamiques de récupération éventuelles du programme au niveau local et national, veiller sur le cachet original du programme tout en développant des synergies et en évitant des concurrences inutiles avec d'autres programmes et à prendre en compte les besoins énormes du programme en termes d'encadrement.

Outre M. Herzenni, ce panel a été animé par Gianni Magazzeni, chef de section, Amériques, Europe et Asie du Centre, OIC, section des institutions nationales et des mécanismes régionaux au bureau du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, Jeremy Sarkin, président du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, Cristin Correa, délégué principal du Programme Réparations du Centre international de justice transitionnelle.

Y ont aussi pris part, Carlos Alberto Chocano, représentant adjoint de la Mission permanente du Pérou auprès des Nations unies et Rodolfo Mattarollo, consultant, secrétaire des droits de l'homme (ministère de la Justice et des droits de l'homme de l'Argentine, qui ont respectivement exposé les expériences de leurs pays en matière de justice transitionnelle.

M. Herzenni appelle les séparatistes à cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire pour des ambitions douteuses

Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), Ahmed Herzenni, a appelé, lundi à Genève, les séparatistes du polsario à cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire pour servir des intérêts politiques et des ambitions douteuses et suspectes.

«Cessez d'instrumentaliser un discours qui, éthiquement, devrait être au-dessus de toutes les instrumentalisation parce qu'il s'agit de droits humains et non pas de petits intérêts politiques et d'ambitions plus ou moins douteuses et suspectes», a affirmé M. Herzenni à l'adresse d'une séparatiste qui l'a interpellé sur les droits de l'Homme dans les provinces du sud, lors d'un panel, organisé au Palais des Nations.

«Cette dame ne parle, manifestement, pas pour elle-même, mais pour tout un groupe et pour ne pas le nommer, elle parle pour un groupe qui s'appelle le polsario. Elle a voulu me gêner, mais en fait elle m'a fait beaucoup de plaisir parce que nonobstant le fait que ce panel ne soit pas consacré aux disparitions forcées, je lui dis que quand des gens par ailleurs prétendent que le Maroc occupe le Sahara, ils révèlent en fait, sans en être conscients, qu'ils n'en sont pas convaincus», a indiqué le président du CCDH. «Si le Maroc était un pays occupant, est-ce qu'il faudrait lui demander de respecter les droits humains.

Est-ce que nous, quand nous combattons la France, nous lui demandions de respecter les droits humains, nous lui demandions de partir», a fait observer M. Herzenni à l'adresse de cette séparatiste, ajoutant que «le fait même qu'elle et ses collègues utilisent maintenant ce discours des droits humains, prouve qu'ils ne croient pas à ce qu'ils essaient de vendre à l'extérieur quand ils disent que le Maroc est un pays qui occupe un territoire étranger». M. Herzenni lui a rappelé qu'il a intégré la faculté en même temps que le principal fondateur du polsario, en l'occurrence Mostapha El Ouali. «Nous étions dans le même mouvement» qui n'oeuvrait pas pour «diviser le Maroc, mais pour en faire un Etat démocratique. Et c'est le même message que je renvoie aujourd'hui à mes amis de Tindouf et d'ailleurs. Si réellement il leur reste un peu d'autonomie et une capacité d'action de manière indépendante qu'ils viennent rejoindre le combat des Marocains pour la démocratie et pour les droits humains», a lancé le président du CCDH. M. Herzenni animait un panel organisé par le CCDH, en partenariat avec le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, sur «La réparation

communautaire dans le contexte de la justice transitionnelle», en marge de la 13ème session du Conseil des droits de l'Homme.

Revue de Presse du Conseil consultatif des droits de l'Homme

## **Ahmed Herzenni, président du CCDH : " Notre objectif est de favoriser la réconciliation entre les populations et l'Etat"**

Le président du conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) au Maroc , Ahmed Herzenni a présenté lundi la situation des réparations communautaires suite aux violations graves des droits de l'Homme intervenues dans le royaume entre 1956 et 1999.

Au cours d'une conférence débat animée par plusieurs spécialistes des droits de l'Homme, le président du CCDH a expliqué le rôle de son institution dans le cadre des réparations pour les communautés victimes de repression au Maroc.

“Nous avons reçu une recommandation de l'Instance Equité et Réconciliation (...), nous demandant de mettre en oeuvre un programme de réparation communautaire en faveur des communautés qui ont été plus exposées à la repression et à la marginalization. Cette instance avait identifié onze (11) sites qui abritent des communautés répondant à deux critères notamment l'existence d'un lieu de détention secret et la présomption de sanctions collectives contre ces populations.”, a expliqué M. Herzenni.

Parlant des programmes de réparation communautaire dans le royaume, M. Herzenni a mis l'accent sur “la preservation de la mémoire et la mise à niveau pour ces communautés à travers des infrastructures sociales”.

Le Président du CCDH a par ailleurs rappelé le rôle de l'Etat marocain pour compléter les actions de son institution.

“Nous ne sommes pas une foundation de musée ou une agence de développement économique. Nous n'allons pas nous substituer au rôle de l'Etat dans le domaine du développement économique ou de construction de mémoriaux ou musées. Notre objectif, c'est de favoriser la réconciliation entre les populations de ces regions et l'Etat. L'autre objectif, c'est de libérer l'initiative des populations qui était gelée à cause de la repression et de la marginalization.”, a-t-il ajouté.

Ahmed Herzenni a insisté sur la démarche participative pour atteindre ces objectifs. “Pour atteindre nos objectifs, il convient d'associer ces communautés directement ou indirectement à travers des associations pour toucher en particulier les femmes.”

Au cours du débat, plusieurs intervenants ont abordé la situation des droits de l'Homme au Maroc pour souligner les progrès enregistrés par le royaume ainsi que les défis à relever.

Abordant la question du Sahara, le président du CCDH a estimé que les revendications du Polisario sur les violations des droits de l'Homme dans les provinces du Sud, justifient l'intégrité territoriale du royaume. “Je suis heureux d'entendre des gens qui prétendent que le

Maroc occupe le Sahara occidental, parle de violations de droits de l'Homme dans ces territoires. Si le Maroc était occupé, faudrait-il revendiquer pour le respect des droits humains ou plutôt demander le départ des occupants? Quand le Maroc était occupé par la France, nous leur avons demandé de partir, pas de respecter les droits humains”, a-t-il rappelé.

“Si nos amis de Tindouf ou d'ailleurs ont une certaine autonomie, alors qu'ils rejoignent le combat des marocains pour les droits humains.”, a-t-il poursuivi.

Avant de terminer, le président du CCDH a estimé que l'expérience marocaine en matière de réparation communautaire n'est pas “exportable” car selon lui, “chaque peuple doit trouver lui-même sa propre voie pour passer d'une situation de crise à une situation plus saine et démocratique”.

A noter que cette conférence débat qui a connu la participation de plusieurs diplomates et de représentants d'ONG internationales, s'est tenue au Palais des Nations Unies à Genève, en marge de la 13<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme qui prendra fin le 26 mars.

**Ismael Barry**  
**Pour [Africaguinee.com](http://Africaguinee.com)**

### **M. Herzenni expose l'expérience du Maroc en matière de réparation communautaire**

Joshua Le: 9 mars 2010

Genève, 08/03/10 – M. Ahmed Herzenni, Président du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) a présenté, lundi à Genève, la recommandation de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) relative à la réparation communautaire, précisant qu'elle revêt une dimension matérielle et symbolique et constitue un geste de reconnaissance des dommages mais aussi d'indemnisation.

Intervenant lors d'un panel, organisé au Palais des Nations en marge de la 13ème session du Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'ONU, M. Herzenni a précisé que la dimension matérielle prend forme, à travers des programmes de développement socio économique, et la dimension symbolique se traduit sous forme de reconnaissance de l'Etat des préjudices causés, d'organisation d'activités de commémoration, d'édification de mémoriaux, de réhabilitation et reconversion des centres de détention secrète.

Il s'agit d'un geste de reconnaissance des dommages, mais aussi d'indemnisation dont les objectifs visent à rétablir la confiance des victimes dans l'Etat, renforcer le sentiment de citoyenneté, consolider la solidarité sociale et par voie de conséquence assurer la réconciliation, a-t-il expliqué.

M. Herzenni a ajouté que la stratégie de mise en ½uvre du programme réparation communautaire repose sur trois logiques, précisant que la logique d'intervention favorise, au niveau local, la gouvernance locale en mobilisant et impliquant les acteurs locaux, au niveau national, l'implication concrète de l'Etat dans le programme de réparation communautaire qui se traduira sous forme de participation financière et aussi de facilitation des procédures administratives et d'appui logistique et au niveau international, recherche la mobilisation de solidarités et des coopérations internationales.

Il a également expliqué que la mise en ½uvre de ce programme repose sur l'approche droit en mettant l'accent sur les droits fondamentaux des communautés, sur l'approche participative en consolidant l'implication effective des concernés à tous les niveaux et sur l'approche genre en garantissant les intérêts des femmes et des groupes vulnérables.

Le président du CCDH a rappelé que la mise en ½uvre effective de ce programme avait commencé au dernier semestre 2007, précisant que les principales réalisations accomplies à cet égard consistent en la mise en place des structures de gestion du programme, l'élaboration du plan d'opérationnalisation des recommandations, la mobilisation des partenariats, le renforcement des capacités, la préservation active de la mémoire et l'amélioration des conditions de vie.

M. Herzenni a souligné que sur la base de l'expérience de l'IER et des deux premières années de mise en ½uvre du programme de réparation communautaire, les leçons retenues et qui méritent d'être partagées consistent à relire et analyser l'expérience internationale accumulée dans le domaine de la réparation communautaire, élaborer une méthodologie précise permettant de tracer de manière claire les frontières entre la réparation individuelle et la réparation communautaire, mobiliser, dès le lancement des travaux de la Commission Vérité, des alliances politique et sociétale, autour du programme et impliquer, dans les processus de consultations préliminaire, un personnel administratif et technique en postes de décision. Ils consistent également à élaborer des recommandations très précises munies d'un plan opérationnel, mettre en place une seule institution nationale pour coordonner la mise en ½uvre du programme, veiller sur la logique initiale du programme, et aussi jouer le rôle de

locomotive en cas de besoin, prendre en compte les dynamiques de récupération éventuelles du programme au niveau local et national, veiller sur le cachet original du programme tout en développant des synergies et en évitant des concurrences inutiles avec d'autres programmes et à prendre en compte les besoins énormes du programme en termes d'encadrement.

Outre M. Herzenni, ce panel a été animé par M. Gianni Magazzeni, chef de section, Amériques, Europe et Asie du Centre, OïC, Section des Institutions Nationales et des mécanismes régionaux au bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, M. Jeremy Sarkin, Président du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, M. Cristin Correa, Délégué principal du Programme Réparations du Centre International de justice transitionnelle.

Y ont aussi pris part, M. Carlos Alberto Chocano, représentant adjoint de la Mission permanente du Pérou auprès des Nations-Unies et M. Rodolfo Mattarollo, consultant, Secrétaire des droits de l'homme (ministère de la justice et des droits de l'homme de l'Argentine, qui ont respectivement exposé les expériences de leurs pays en matière de justice transitionnelle.

source: MAP



# حرزني: جبر الضرر يروم استعادة ثقة الضحايا

وأبرز حرزني أنه على أساس تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة والسنتين الأوليتين لتفعيل برنامج جبر الضرر الجماعي، فإن الدروس المستخلصة والتي يتعين تقاسمها، تهم إعادة قراءة وتحليل التجربة الدولية المترابطة في مجال جبر الضرر الجماعي، وإعداد منهجية واضحة تمكن بشكل دقيق من وضع الحدود بين جبر الضرر الفردي وجبر الضرر الجماعي، وتعبئة منذ انطلاق أشغال لجنة الحقيقة، القوى السياسية والاجتماعية حول البرنامج، ودمج في مسلسل المشاورات التحضيرية الموظف الإداري والتقني في منصب القرار.

كما تهم إعداد توصيات جد واضحة مصحوبة بمخطط عملي، وخلق مؤسسة وطنية واحدة لتنسيق تفعيل البرنامج، والاضطلاع بدور القاطرة في حالة الضرورة، مع الأخذ بعين الاعتبار لديناميات التحرك على المستوى المحلي والوطني.

وقد شارك في هذا اللقاء علاوة على حرزني، ان جيانى ماغازيني، رئيس قسم أمريكا أوروبا وأسيا الوسطى، وقسم المؤسسات الوطنية والآليات الإقليمية بمكتب المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، و جيريبي ساركان، رئيس مجموعة العمل للأمم المتحدة حول الاختفاء القسري أو غير الطوعي. كما شارك في اللقاء كارلوس البيرنو شوكانو، نائب ممثل البعثة الدائمة للبيرو لدى الأمم المتحدة، و رولفو مترولو مستشار وسكرتير حقوق الإنسان (وزارة العدل وحقوق الإنسان بالأرجنتين) اللذين قدما عرضين حول تجربتي بلديهما في مجال العدالة الانتقالية.

التركيز على الحقوق الأساسية للجماعات، والمقاربة التشاركية من خلال تعزيز المشاركة الفعلية للأطراف المعنية على جميع المستويات، ومقاربة النوع من خلال الأخذ في الاعتبار مصالح النساء والمجموعات الهشة.

وذكر رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أن التفعيل الفعلي لهذا البرنامج انطلق في الفصل الأخير من سنة 2007، مبرزا أن الانجازات الهامة التي



تم تحقيقها في هذا الإطار، تهم وضع بنيات تدبير هذا البرنامج، وإعداد مخطط لأجراء التوصيات، وتعبئة الشركاء، وتعزيز القدرات، والحفاظ على الذاكرة وتحسين شروط العيش.

استعرض أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أول أمس بجنيف، توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ذات الصلة بجبر الضرر الجماعي، مبرزا أن هذه التوصيات تتضمن بعدا ماديا ورمزيا، وتشكل إلى جانب الاعتراف بالأضرار المترتبة عن الانتهاكات إقرار التعويض عنها.

وأوضح حرزني خلال لقاء دراسي نظم بقصر الأمم المتحدة، على هامش انعقاد الدورة 13 لمجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة، أن البعد المادي يتجسد عبر برامج للتنمية السوسيو-اقتصادية، والبعد الرمزي يترجم على شكل اعتراف الدولة بالأضرار المترتبة عن الانتهاكات من خلال تنظيم أنشطة للذكرى، وتشديد نصب تذكارية وترميم وتحويل مراكز الاعتقال السرية. وأبرز أن الأمر لا يتعلق فقط بالاعتراف بالأضرار المترتبة عن الانتهاكات، وإنما أيضا بجبر الضرر الذي يروم استعادة ثقة الضحايا في الدولة وتقوية الشعور بالمواطنة وتعزيز التضامن الاجتماعي وضمان أسس المصالحة.

وأضاف حرزني أن استراتيجية تفعيل برنامج جبر الضرر الجماعي تنبني على ثلاثة مقاربات، موضحا أن مقاربة التدخل على المستوى المحلي، تعزز الحكامة المحلية عبر تعبئة وإدماج الفاعلين المحليين، وعلى المستوى الوطني تتمثل في انخراط الدولة الفعلي في برنامج جبر الضرر، الذي سيجرم على شكل مساهمة مالية وتسهيل المساطر الإدارية وتوفير الدعم اللوجستيكي، وعلى المستوى الدولي بالبحث عن آليات التضامن وعقد شراكات دولية.

كما أبرز أن تفعيل هذا البرنامج يرتكز على ثلاث مقاربات رئيسية، المقاربة الحقوقية من خلال

## حرزني يستعرض بجنيف تجربة المغرب في مجال جبر الضرر الجماعي

المساطر الإدارية وتوفير الدعم اللوجستيكي، وعلى المستوى الدولي بالبحث عن آليات التضامن وعقد شراكات دولية.

كما أبرز أن تفعيل هذا البرنامج يركز على ثلاث مقاربات رئيسية، المقاربة الحقوقية من خلال التركيز على الحقوق الأساسية للجماعات، والمقاربة التشاركية من خلال تعزيز المشاركة الفعلية للأطراف المعنية على جميع المستويات، ومقاربة النوع من خلال الأخذ في الاعتبار مصالح النساء والمجموعات الهشة.

ونذكر رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أن التفعيل الفعلي لهذا البرنامج انطلق في الفصل الأخير من سنة 2007، مبرزا أن الإنجازات الهامة التي تم تحقيقها في هذا الإطار، تهم وضع بنيات تدبير هذا البرنامج، وإعداد مخطط لأجراة التوصيات، وتعبئة الشركاء، وتعزيز القدرات، والحفاظ على الذاكرة وتحسين شروط العيش.

وأبرز حرزني أنه على أساس تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة والسنتين الأوليتين لتفعيل برنامج جبر الضرر الجماعي، فإن الدروس المستخلصة والتي يتعين تقاسمها، تهم إعادة قراءة وتحليل التجربة الدولية المتراكمة في مجال جبر الضرر الجماعي، وإعداد منهجية واضحة تمكن بشكل دقيق من وضع الحدود بين جبر الضرر الفردي وجبر الضرر الجماعي، وتعبئة منذ انطلاق أشغال لجنة الحقيقة، القوى السياسية والمجتمعية حول البرنامج، ودمج في مسلسل المشاورات التحضيرية الموظف الإداري والتقني في منصب القرار.

استعرض أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أول أمس الاثنين بجنيف، توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ذات الصلة بجبر الضرر الجماعي، مبرزا أن هذه التوصيات تتضمن بعدا ماديا ورمزيا، وتشكل إلى جانب الاعتراف بالأضرار المترتبة عن الانتهاكات إقرار التعويض عنها.

وأوضح حرزني خلال لقاء دراسي نظم بقصر الأمم المتحدة، على هامش انعقاد الدورة 13 لمجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة، أن البعد المادي يتجسد عبر برامج للتنمية السوسيو-اقتصادية، والبعد الرمزي يترجم على شكل اعتراف الدولة بالأضرار المترتبة عن الانتهاكات من خلال تنظيم أنشطة للذكرى، وتشديد نصب تذكارية وترميم وتحويل مراكز الاعتقال السرية.

وأبرز أن الأمر لا يتعلق فقط بالاعتراف بالأضرار المترتبة عن الانتهاكات، وإنما أيضا بجبر الضرر الذي يروم استعادة ثقة الضحايا في الدولة وتقوية الشعور بالمواطنة وتعزيز التضامن الاجتماعي وضمان أسس المصالحة.

وأضاف حرزني أن استراتيجية تفعيل برنامج جبر الضرر الجماعي تبنى على ثلاثة مقاربات، موضحا أن مقاربة التدخل على المستوى المحلي، تعزز الحكامة المحلية عبر تعبئة وإدماج الفاعلين المحليين، وعلى المستوى الوطني تتمثل في انخراط الدولة الفعلي في برنامج جبر الضرر، الذي سيجرم على شكل مساهمة مالية وتسهيل

# Droits de l'Homme

## ► Herzenni présente sa copie



Ahmed Herzenni, président du CCDH a présenté, en début de semaine à Genève, la recommandation de l'IER relative à la réparation communautaire, précisant qu'elle revêt une dimension matérielle et symbolique et constitue un geste de reconnaissance des dommages mais aussi d'indemnisation. Intervenant lors d'un panel, organisé en marge de la 13e session du Conseil

des droits de l'Homme (CDH) de l'ONU, Herzenni a précisé que la dimension matérielle prend forme, à travers des programmes de développement socioéconomique, et la dimension symbolique se traduit sous forme de reconnaissance de l'état des préjudices causés.

Revue de Presse du Conseil co

## Disparitions forcées

# L'IER citée comme modèle par l'ONU

Les disparitions forcées ou involontaires dans nombre de pays notamment le Maroc ont fait lundi l'objet d'un débat interactif lors des travaux de la 13<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU tenue à Genève. Au cours de ses travaux qui se poursuivront jusqu'au 26 du mois courant, le CDH a entamé également le dialogue interactif sur les détentions arbitraires et les personnes déplacées.

Prenant la parole devant les délégations concernées, le président-rapporteur du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, Jeremy Sarkin, a indiqué que le Groupe de travail s'est rendu au Maroc, à l'invitation du gouvernement, du 22 au 25 juin, et ce en vue de faire la lumière sur les cas de disparitions forcées dont le Groupe de travail est saisi.

L'intention du Groupe de travail était avant tout d'étudier les importants progrès accomplis dans le cadre de l'Instance Equité et Réconciliation. Ce mécanisme de "justice transitionnelle" a effectué un important travail ayant notamment abouti à l'établissement de la vérité sur de nombreux cas de disparitions forcées perpétrées durant les "années de plomb" qu'a connues le Maroc, a-t-il ajouté.

Dans son rapport, le Groupe de travail a salué le travail de l'IER et considéré qu'il devrait servir de modèle à d'autres Etats. L'IER a formulé de nombreuses recommandations relatives à l'établissement de la vérité, à la réparation des violations et à la réforme de la société et du droit marocain, en vue d'empêcher tout retour aux pratiques du passé. Si beaucoup a déjà été fait, le Groupe

de travail a toutefois constaté que, cinq ans après la fin des travaux de l'IER, nombre de recommandations restaient encore à mettre en œuvre. Dans ses propres conclusions et recommandations, le Groupe de travail encourage le gouvernement à mener à son terme l'expérience unique commencée avec les travaux de l'IER : à cette fin, le Groupe de travail appelle à la réalisation du droit à la vérité des familles des victimes, tout en se félicitant des mesures prises par le Maroc pour renforcer l'administration de la justice, ainsi que du rôle joué par ce pays dans la rédaction de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Par ailleurs, lors de son intervention, l'ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de l'Office des Nations unies à Genève, Omar Hilale a indiqué que le Maroc a fait de la protection des droits de l'Homme le centre de son action de gouvernance. Les chantiers de réforme se caractérisent par leur dimension globale et leur caractère inclusif. La réconciliation avec le passé est au cœur de ses préoccupations. Il a précisé que les membres du Groupe de travail ont eu accès lors de leur visite, dans la plus grande liberté de mouvement, à l'ensemble du territoire marocain, et ont rencontré de nombreux responsables des différents départements concernés. S'agissant des mesures prises en vue d'élucider les cas de disparitions forcées portés à son attention, le Groupe de travail «exprime sa satisfaction devant le nombre important de cas élucidés par le gouvernement du Maroc», s'est félicité le représentant,

**LARBI BOUHAMIDA**

المغرب يشيد بالمقاربة البناءة لمجموعة العمل الأممية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية وبمزاومتها

## تكريس انفتاح المملكة على مجموع الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان وعلى كل المنظمات الحقوقية

الأممية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية. وذكر السيد هلال بان المغرب حرص على توفير جميع الشروط الموضوعية التي تسمح بالسبر الجيد وبنجاح مهمة المجموعة التي تمتعت بحرية كبيرة في التحرك بمختلف التراب المغربي، ولقاء العديد من المسؤولين بمختلف الوزارات المعنية، وبالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والمنظمات غير الحكومية إلى جانب مختلف مكونات المجتمع المدني.

وحدد التأكيد على أن المغرب جعل من النهوض وحماية حقوق الإنسان خيارا استراتيجيا لا رجعة فيه، مبرزا أن الإصلاحات التي انخرط فيها لتعزيز دولة القانون والتشبيث بثقافة الديمقراطية وحقوق الإنسان تجسد حرص المغرب وضع حقوق الإنسان في صلب المشروع المجتمعي الديمقراطي الحدافي. وأكد أن دينامية الانفتاح الديمقراطي التي لقيت تقديرا وادعما دوليين ترتكز على المبادئ والقيم الإنسانية الحداثية الكونية، وكذا على مفهوم الجديد للسلطة التي تحترم حقوق الإنسان والحريات العامة، مؤكدا أن أوراش الإصلاح التي أطلقها صاحب الجلالة الملك محمد السادس تتميز ببعدها الشامل، التي تهم مختلف جهات المملكة والهادفة إلى توسيع فضاء الحريات وتعميق الديمقراطية المحلية والقرب. وأوضح أن بعد المصالحة مع الماضي يندرج في إطار هذه الدينامية السياسية الإرادية التي انخرطت فيها المملكة والرامية إلى طي صفحة الماضي من أجل رفع تحديات الديمقراطية والتنمية في الحاضر والمستقبل.

الداخلية لمصالحة جمع المغاربة مع ماضيهم منذ الاستقلال، من سنة 1956 وحتى بداية القرن الواحد والعشرين، في سنة 1999، مضيفا أن زيارة مجموعة العمل الأممية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية للمغرب توجت مسلسل تعاون مثمر وحيوي بين المغرب والمجموعة.

وتابع أن هذا التعاون يكرس انفتاح المملكة على مجموع الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان وكذا على كل المنظمات الحكومية وغير الحكومية، من قبيل هيومن رايتس ووتش ومنظمة العفو الدولية، مشيرا إلى أن هاتين المنظميتين يتمتعان بحق دخول المغرب بكامل الحرية، وذلك في إطار مزاولة أنشطتهما في مجال حقوق الإنسان.

وأضاف أن زيارة مجموعة العمل الأممية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية للمغرب مكنت من تقييم إحدى التجارب الرائدة في العالم في مجال العدالة الانتقالية، كما مكنت أيضا من تعزيز علاقات الثقة بين السلطات المغربية ومجموعة العمل التي تميزت بروح الحوار والتعاون الهادف إلى اقرار الحقيقة بالنسبة للضحايا وعائلاتهم.

وقال إن هذا التعاون الوثيق مكن من الوقوف عند حوالي 212 حالة تم كشفها من أصل 268 حالة من حالات الاختفاء التي تابعتها المجموعة، أي ما يمثل حوالي 80 بالمائة بينها 53 بالمائة كشفت عنها الحكومة.

وبخصوص الـ56 حالة المتبقية، فإن السلطات المغربية جددت عزمها بذل كل الجهود اللازمة للكشف النهائي عنها بتعاون مع مجموعة العمل

بان المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان قد قام مؤخرا بنشر تقرير حول متابعة تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة تم خلاله إعداد حصيلة بهذا الشأن.

وأوضح أن هذا التقرير أبرز على الخصوص أنه على مستوى كشف الحقيقة فإن مصر 57 حالة من ضمن 66 المتبقية من الضحايا التي لم تتمكن الهيئة من توضيحها، قد تم الكشف عنها.

وقال إنه لا يمكن للمغرب إلا أن يشيد بالنتائج الإيجابية التي أفرزتها هذه الزيارة على مستوى المنطقة، مضيفا أن هذه الزيارة، الأولى من نوعها لبلد عربي وإفريقي، شكلت سابقة واعطت نفسا جديدا لدينامية إقليمية للتعاون مع مجموعة العمل.

وأكد السفير المغربي أن الأمر يتعلق هنا بانجاز مهم في الجهود المبذولة من طرف المجموعة الدولية من أجل ضمان حقوق الضحايا وعائلاتهم وتسليط الضوء على الحقيقة التي تخص مصير المختفين، وبمرحلة مهمة في إطار التعبئة، من قبل دول المنطقة، لكل الوسائل الضرورية للكشف عن حالات الاختفاء المشتبه بها.

وشدد على أن زيارة مجموعة العمل حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية قد فتحت المجال لتعزيز تعاون مع بلدان أخرى بالمنطقة مع مجموعة العمل، من أجل بلوغ الهدف الأساسي الاستراتيجي المشترك، الذي يتعلق بالطي النهائي لملف الاختفاءات لما فيه مصلحة الضحايا وعائلاتهم.

وقال إن هذا التعاون جاء ليوافق ويقوي الدينامية

أكد عمر هلال السفير الممثل الدائم للمغرب لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف، يوم الاثنين، أن المغرب تلقى بارتياح ويشيد بتقرير بعثة مجموعة العمل الأممية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية الذي أعيدته بعد المهمة التي قامت بها في المغرب.

وأضاف الدبلوماسي المغربي، خلال كلمة له أثناء النقاش التفاعلي الذي أعقب العرض الذي قدمه السيد جيرمي ساكين، رئيس مجموعة العمل الأممية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية حول مهمة المجموعة بالمغرب في يونيو الماضي، أن المغرب يشيد أيضا بالمقاربة البناءة للمجموعة وبمزاومتها وكفاءة أعضائها، وكذا بجديتها وجودة العمل الذي قامت به في هذا الإطار.

وذكر بان المجموعة نشرت تقريرا اشادت من خلاله بالعمل الذي قامت به هيئة الإنصاف والمصالحة، كما أصدرت العديد من التوصيات، خاصة على المستويين المؤسساتي والتشريعي ترمي إلى تشجيع مواصلة الجهود المبذولة من طرف المغرب من أجل تعزيز الديمقراطية ودولة القانون.

وأشار هلال إلى أن المغرب يسجل التوصيات المهمة والبناءة التي أصدرتها مجموعة العمل حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية في هذا التقرير، معتبرا أن هذه التوصيات من شأنها مواكبة دينامية الإصلاح العميق الذي تشهده المملكة في مختلف المجالات، وخاصة إعادة النظر في القانون الجنائي وتفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وأكد، في هذا الإطار، أن المغرب حقق تقدما ملموسا منذ الزيارة التي قامت بها مجموعة العمل، مؤكدا

ناقش فريق العمل الاممي موضوع الاختفاء القسري في عدة محاور متفرعة عن التقرير الذي انجزه عقب زيارته للمغرب في الصيف الماضي، وانصبت تساؤلات اعضاء الفريق حول الاجراءات التي اتخذتها بلادنا حتى لاتتكرر الظاهرة ، ومصير التوصيات التي قدمتها هيئة الانصاف والمصالحة .



في اللقاء الأممي حول الاختفاء القسري

## المغرب يوضح اجراءاته للقطع مع ظاهرة الاختطاف



● احمد حرزني

أكد السفير الممثل الدائم للمغرب لدى مكتب الامم المتحدة بجنيف السيد عمر هلال أن المغرب تلقى بارتياح ويشيد بتقرير بعثة الفريق . و اضاف الديبلوماسي المغربي خلال كلمة له اثناء النقاش التفاعلي الذي اعقب العرض الذي قدمه السيد جيرمي ساكن، رئيس فريق العمل حول الاختفاءات القسرية او غير الطوعية أن المغرب يشيد ايضا بالمقاربة البناءة للمجموعة وبنزاهة وكفاءة اعضائها، وكذا بجدية وجودة العمل الذي قامت به في هذا الاطار.

وذكر بان الفريق نشر تقريراً اشاد من خلاله بالعمل الذي قامت به هيئة الانصاف والمصالحة، كما اصدر العديد من التوصيات، خاصة على المستويين المؤسساتي والتشريعي ترمي الى تشجيع مواصلة الجهود المبذولة من طرف المغرب من اجل تعزيز الديمقراطية ودولة القانون.

واشار السيد هلال إلى أن المغرب يسجل التوصيات المهمة والبناءة التي اصدرتها مجموعة العمل حول الاختفاءات القسرية او غير الطوعية في هذا التقرير، معتبراً ان هذه التوصيات من شأنها مواكبة دينامية الإصلاح العميق الذي تشهده المملكة في مختلف المجالات، وخاصة اعادة النظر في القانون الجنائي وتفعيل توصيات هيئة الانصاف والمصالحة.

واكد، في هذا الاطار، أن المغرب حقق تقدماً ملموساً منذ الزيارة التي قامت بها مجموعة العمل، مذكراً بان المجلس الاستشاري لحقوق الانسان قد قام مؤخراً بنشر تقرير حول متابعة تفعيل توصيات هيئة الانصاف والمصالحة تم خلاله اعداد حصيلة بهذا الشأن.

وتوسيعاً للنقاش حول الموضوع في اطار حقوق الانسان الذي تنظر في ملفاته وقضاياها الدورة الثالثة عشر لمجلس حقوق الانسان المنعقدة حالياً بجنيف، استعرض السيد احمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الانسان اول امس الاثنين ، توصيات هيئة الانصاف والمصالحة ذات الصلة بجبر الضرر الجماعي، مبرزاً أن هذه التوصيات تتضمن بعداً مادياً ورمزياً، وتشكل إلى جانب الاعتراف بالاضرار المترتبة عن الانتهاكات إقرار التعويض عنها.

وأوضح حرزني خلال لقاء دراسي نظم بقصر الأمم المتحدة، أن البعد المادي يتجسد عبر برامج للتنمية السوسيو-اقتصادية، والبعد الرمزي يترجم على شكل اعتراف الدولة بالاضرار المترتبة عن الانتهاكات من خلال تنظيم أنشطة للذكرى وتشديد نصب تذكارية وترميم

مضالحو النساء والمجموعات الهشة. وذكر رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الانسان، أن تفعيل العمل لهذا البرنامج انطلق في الفصل الاخير من سنة 2007، مبرزاً أن الانجازات الهامة التي تم تحقيقها في هذا الاطار، تهم وضع بنيات تدبير هذا البرنامج، واعداد مخطط لاجراء التوصيات، وتعبئة الشركاء، وتعزيز القدرات، والحفاظ على الذاكرة وتحسين شروط العيش.

وقد شارك في هذا اللقاء علاوة على حرزني، السيدان جيانى ماغازيني رئيس قسم امريكا أوروبا وآسيا الوسطى، وقسم المؤسسات الوطنية والكيانات الإقليمية بمكتب المفوضية السامية للامم المتحدة لحقوق الانسان، والسيد جيرمي ساكران رئيس مجموعة العمل للامم المتحدة حول الاختفاء القسري او غير الطوعي.

كما شارك في اللقاء السيد كارلوس البيرو شوكانو، نائب ممثل البعثة الدائمة لليبرو لدى الامم المتحدة، والسيد رولفو مترولو مستشار وسكرتير حقوق الانسان (وزارة العدل وحقوق الانسان بالارجنتين) اللذين قدما عرضين حول تجربتي بلديهما في مجال العدالة الانتقالية.

وتحويل مراكز الاعتقال السرية. و أبرز أن الأمر لا يتعلق فقط بالاعتراف بالاضرار المترتبة عن الانتهاكات، وإنما أيضاً بجبر الضرر الذي يروم استعادة ثقة الضحايا في الدولة وتقوية الشعور بالمواطنة وتعزيز التضامن الاجتماعي وضمان اساس المصالحة.

واضاف حرزني ان استراتيجية تفعيل برنامج جبر الضرر الجماعي تنبني على ثلاثة مقاربات، موضحاً ان مقاربة التدخل على المستوى المحلي، تعزز الحكامة المحلية عبر تعبئة وإدماج الفاعلين المحليين، وعلى المستوى الوطني تتمثل في انخراط الدولة الفعلي في برنامج جبر الضرر، الذي سيرتجم على شكل مساهمة مالية وتسهيل المساطر الادارية وتوفير الدعم اللوجستيكي، وعلى المستوى الدولي بالبحث عن اليات التضامن وعقد شراكات دولية.

كما أبرز أن تفعيل هذا البرنامج يرتكز على ثلاث مقاربات رئيسية، المقاربة الحقوقية من خلال التركيز على الحقوق الأساسية للجماعات، والمقاربة التشاركية من خلال تعزيز المشاركة الفعلية للاطراف المعنية على جميع المستويات، ومقاربة النوع من خلال الأخذ في الاعتبار

## تقرير مجموعة العمل الأهمية حول الاختفاء القسري يقدم المغرب كنموذج

كما عبرت المجموعة عن «ارتياحها إزاء العدد الهام من الحالات التي تم توضيحها من قبل الحكومة المغربية»، مشيرة إلى أنه «من أجل توضيح الحالات المنقبة، أنشأت الحكومة لجنة وزارية مكلفة بتقصي هذه الحالات، بمساعدة السلطات القضائية المحلية وكذا بتسليط الضوء على وضعية ضحايا الاختفاء القسري».

وأكدت المجموعة في هذا الصدد، أن الجهود المبذولة من قبل الحكومة المغربية ينبغي أن تكون نموذجاً يحتذى بالنسبة لدول أخرى، معربة عن شكرها «لحكومة المغرب على المثابرة التي أبانت عنها بهدف توضيح الحالات التي لازالت عالق، وعلى روح التعاون المستمر وإرادتها السياسية المعلنّة لأخذ كافة التدابير الضرورية للحيلولة دون الاختفاء القسري وإرساء مجتمع يقوم على مبادئ الديمقراطية وحقوق الإنسان وبوالة القانون. وبخصوص الإطار القانوني والدستوري للمغرب، أبرز التقرير أن «دستور سنة 1996 يتضمن العديد من المكتضبات الرامية إلى حماية وتعزيز مبادئ حقوق الإنسان ويؤكد مجدداً على استقلالية السلطة القضائية».

ولاحظ التقرير أن «المسطرة الجنائية الحالية تمنح ضمانات هامة ضد الاعتقال التعسفي والاختفاء القسري، منها على الخصوص، المكتضبات المتعلقة بالحراسة النظرية، والصلاحيات الممنوحة لموكيل الملك وقاضي التحقيق من أجل زيارة مراكز الاعتقال والتحقق من شرعية وظروف الاعتقال، والإقامة الحافظ على سجلات رسمية حول الاعتقالات».

وأوضحت أن «الإطار القانوني المغربي منطور ويتضمن سلسلة من المكتضبات التي توظف النظام القضائي ومبادئ المؤسسات التي لديها سلطات التحقيق، والمداينة وإحالة مرتكبي انتهاكات حقوق الإنسان على العدالة».

من جهة أخرى، أبرزت مجموعة العمل أنه تم إخبارها بأن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان حذر مكررة حول إصلاح القضاء أرسلت إلى الحكومة، مشيرة إلى أن صاحب الجلالة الملك محمد السادس ألقى، يوم 20 غشت 2009، خطاباً مهماً حول هذا الموضوع، عبر من خلاله عن عزمه إعطاء دفعة جديدة لإصلاح القضاء».

وأوضح التقرير أن «مجموعة العمل تودع بهاته المرحلة الجديدة من مسلسل إصلاح القضاء، والتي تثبت من جديد، إذا لزم الأمر ذلك، الإرادة السياسية للسلطات لتحسين مطابقة التشريعات المغربية للمعايير الدولية».

على صعيد آخر، أشادت مجموعة العمل بالحكومة المغربية للدور الهام الذي لعبته في صياغة والنهوض بالمعاهدة الدولية لحماية الأشخاص ضد الاختفاءات القسرية، مبرزة أن المغرب كان من بين الدول الأولى التي وقعت على هاته الألية».

وفي ختام هذا التقرير، تقدمت مجموعة العمل الأهمية بعدة توصيات، خصوصاً على الصعيد المؤسساتي والتشريعي، قصد التحفيز على مواصلة الجهود المبذولة من قبل المغرب بهدف ترسيخ الديمقراطية وبوالة القانون».



الإصفاة والمصالحة لمهنتها بطريقة تدريجية عبر الارتكاز، ليس فقط على معايير القانون الدولي في هذا المجال، ولكن أيضاً على التطورات الأخيرة وعلى النقاش الذي انخرطت فيه المجموعة الدولية بخصوص تعويض ضحايا الخروقات».

واعتبرت مجموعة العمل الأهمية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية، أن جبر الضرر الجماعي يشكل الجزء الأكثر أصالة من عمل حياة الإصفاة والمصالحة، مشيرة إلى أنه إذا كان جبر الضرر الجماعي حاضراً في الفلسفة القانونية وفي الأحكام التي صدرت عن المحكمة الأمريكية لحقوق الإنسان، فإن نماذج تطبيقية تبقى محدودة جداً».

وسجلت أن «القرار الذي اتخذته حياة الإصفاة والمصالحة بتطوير هذا البعد من جبر الضرر لقي استحساناً من قبل الجميع».

وأعربت مجموعة العمل الأهمية عن «تأمل امتنانها وعرفانها لحكومة المملكة المغربية لدعوته مجموعة العمل لزيارة المغرب، ولتعاونها الإيجابي، قبل وإنهاء مهنتها، كما أعربت عن شكرها للحكومة على المساعدة التي قدمتها من خلال توفير المعلومات الكفيلة بتسوية بعض الحالات».

أشادت مجموعة العمل الأهمية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية، بالعمل الذي أنجزته حياة الإصفاة والمصالحة، معتبرة بان «هذه التجربة يمكن أن تشكل نموذجاً يحتذى بالنسبة لدول أخرى».

وأشادت المجموعة، في تقرير حول مهنتها بالمغرب في يونيو الماضي والتي كانت موضوع عرض قدمه رئيس المجموعة، جيريمي ساركين، أول أمس الإثنين بجنيف، خلال انعقاد الدورة الـ13 لمجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة، بالخصوص بمقاربة النوع التي اعتمدها حياة الإصفاة والمصالحة، وبعدها لجلسات استماع عمومية، وبمجهوداتها لإقرار الحقيقة حول ماضي الخروقات الجسدية لحقوق الإنسان، وبمقاربتها المتجددة لجبر الضرر، التي تميز بين جبر الضرر الفردي وجبر الضرر الجماعي».

وأشار التقرير إلى أن «مجموعة العمل تعتبر أن مسلسل حياة الإصفاة والمصالحة بالمغرب، عمل متميز ويمكن أن يشكل نموذجاً يحتذى لدول المنطقة أو في مناطق أخرى من العالم، حالما تقرر الإخراط في مسلسل العدالة الانتقالية بهدف التصالح مع ماضيها».

وأضافت مجموعة العمل الأهمية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية أن «المغرب انفتح في السنوات الأخيرة على الديمقراطية من خلال اعتماد آليات للنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها، كما أنه عمل على طي صفحة الماضي الذي عرف ارتكاب خروقات جسيمة في مجال حقوق الإنسان، وفي هذا الصدد، يمكن اعتبار المغرب نموذجاً فعلياً بالنسبة لدول الشرق الأوسط».

وفي ما يتعلق بالمرحلة التي تشغلت عليها حياة الإصفاة والمصالحة، أكدت مجموعة العمل الأهمية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية أنه «من غير المألوف بالنسبة لدولة أن ترجع إلى تاريخها البعيد، مشيرة إلى أن «حادث هذا الأمر في ظل عدم حصول تغير في النظام السياسي يعد عملاً متميزاً».

وأشارت المجموعة إلى أن من الأوجه الإيجابية جداً، تغطية حياة الإصفاة والمصالحة لمرحلة تاريخية طويلة، واستنطاقها شهادات آلاف الضحايا، وعقدتها لجلسات استماع تم بث بعضها عبر وسائل الإعلام العمومية، وانخراطها في مسلسل أفضى إلى وضع قاعدة معلومات».

كما تودعت المجموعة بإيجاد حياة الإصفاة والمصالحة لعدد النوع في طرق عملها، مسجلة بأنه «من الطبيعي بالنسبة لهياة الإصفاة والمصالحة أن تطلب مساعدة خبراء دوليين».

واعتبر التقرير أن تنظيم حوار وطني، والعديد من الورشات والأنشطة بهدف تسهيل عمل حياة الإصفاة والمصالحة، شكل دعماً قوياً لمسلسل المصالحة، مشيرة إلى أن بعض الضحايا الذين انتقمهم مجموعة العمل تحدثوا عن المسلسل بشكل إيجابي».

كما أشادت مجموعة العمل، بانخراط حياة

Revue de Presse du Conseil consultatif

## موقف

### المغرب يشيد بالمقاربة البناءة لمجموعة العمل الأمامية

أكد السفير الممثل الدائم للمغرب لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف عمر هلال، أول أمس الاثنين، أن المغرب تلقى بارتياح ويشيد بتقرير بعثة مجموعة العمل الأمامية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية الذي أعدته بعد المهمة التي قامت بها في المغرب.

وأضاف الديبلوماسي المغربي، خلال كلمة له أثناء النقاش التفاعلي الذي أعقب العرض الذي قدمه جيرمي ساكين، رئيس مجموعة العمل الأمامية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية حول مهمة المجموعة بالمغرب في يونيو الماضي، أن المغرب يشيد أيضا بالمقاربة البناءة للمجموعة وبنزاهة وكفاءة أعضائها، وكذا بجدية وجودة العمل الذي قامت به في هذا الإطار.

وأشار هلال إلى أن المغرب يسجل التوصيات المهمة والبناءة التي أصدرتها مجموعة العمل حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية في هذا التقرير، معتبرا أن هذه التوصيات من شأنها مواكبة دينامية الإصلاح العميق الذي تشهده المملكة في مختلف المجالات، وخاصة إعادة النظر في القانون الجنائي وتفعيل توصيات هيئة الانصاف والمصالحة.

وأوضح أن هذا التقرير أبرز على الخصوص أنه على مستوى كشف الحقيقة فإن مصير 57 حالة من ضمن 66 المتبقية من الضحايا التي لم تتمكن الهيئة من توضيحها، قد تم الكشف عنها.

وأكد السفير المغربي أن الأمر يتعلق هنا بإنجاز مهم في الجهود المبذولة من طرف المجموعة الدولية من أجل ضمان حقوق الضحايا وعائلاتهم وتسليط الضوء على الحقيقة التي تخص مصير المختفين، وبمرحلة مهمة في إطار التعبئة، من قبل دول المنطقة، لكل الوسائل الضرورية للكشف عن حالات الاختفاء المشتبه بها.

وقال إن التعاون الوثيق مكن من الوقوف عند حوالي 212 حالة تم كشفها من أصل 268 حالة من حالات الاختفاء التي تابعتها المجموعة، أي ما يمثل حوالي 80 بالمائة بينها 53 بالمائة كشفت عنها الحكومة.

وبخصوص الـ 56 حالة المتبقية، فإن السلطات المغربية جددت عزمها بذل كل الجهود اللازمة للكشف النهائي عنها بتعاون مع مجموعة العمل الأمامية حول الاختفاءات القسرية أو غير الطوعية.

وذكر هلال بأن المغرب حرص على توفير جميع الشروط الموضوعية التي تسمح بالسير الجيد وبنجاح مهمة المجموعة التي تمتعت بحرية كبيرة في التحرك بمختلف التراب المغربي، ولقاء العديد من المسؤولين بمختلف الوزارات المعنية، وبالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والمنظمات غير الحكومية إلى جانب مختلف مكونات المجتمع المدني.



13ème session du Conseil des droits de l'Homme

## Comment le CCDH a déjoué les manœuvres du Polisario

Un nouvel échec de la propagande mensongère du Polisario, lors d'une récente sortie à Genève contre le Maroc. Et c'est le président du CCDH, Ahmed Herzenni, qui lui a administré la leçon sur un registre qu'il ne connaît que parfaitement, à savoir les droits de l'Homme. Intervenant dans le cadre de la 35<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme (ONU), M. Herzenni s'est vu interrompre par une « militante » à la solde du Polisario. Visiblement, cette dame croyait pouvoir coincer M. Herzenni sur la question des droits de l'Homme dans les provinces sahariennes. Mais c'était compter sans la vigilance de ce dernier qui a su déjouer la manœuvre. « Cessez d'instrumentaliser un discours qui, éthiquement, devrait être au-dessus de toutes les instrumentalisation parce qu'il s'agit de droits humains et non pas de petits intérêts politiques et d'ambitions plus ou moins douteuses et suspectes », a rétorqué le président du CCDH. De quoi donner de grosses sueurs froides à la dame ! Mais ce n'est pas tout ... M. Herzenni lui en a rajouté une deuxième couche. « Cette dame ne parle, manifestement, pas pour elle-même, mais pour tout un groupe et pour ne pas le nommer, elle parle pour un groupe qui s'appelle le Polisario », a-t-il démasqué, laissant la dame de marbre. « Elle a voulu me gêner », en vain. « En fait, elle m'a fait beaucoup de plaisir ». Apparemment, la pauvre dame voulait interpellé M. Herzenni sur la vraie fausse question des « disparitions forcées », thème qui n'était par ailleurs pas à l'ordre du jour du panel auquel il participait. Qu'à cela ne tienne, « nonobstant le fait que ce panel ne soit pas consacré aux disparitions forcées, je lui dis que quand des gens par ailleurs prétendent que le Maroc occupe le Sahara, ils révèlent en fait, sans en être conscients, qu'ils n'en sont pas convaincus », a martelé M. Herzenni. « Si le Maroc était un pays occupant, est-ce qu'il faudrait lui demander de respecter les droits humains. Est-ce que, quand nous combattons la France, nous lui demandions de respecter les droits humains, nous lui demandions de partir », a précisé le responsable du CCDH, ajoutant à l'adresse de la dame qui était déstabilisée, « le même fait qu'elle et ses collègues utilisent maintenant ce discours des droits humains, prouve qu'ils ne croient pas à ce qu'ils essaient de vendre à l'extérieur quand ils disent que le



Ahmed Herzenni.

Ph. Laaraki

Maroc est un pays qui occupe un territoire étranger». Et comme une précision devait en appeler d'autres, le président du CCDH a rappelé à la dame, ainsi qu'à ses collègues, qu'il avait intégré la faculté en même temps que le principal fondateur du Polisario, en l'occurrence Mostafa El Ouali. « Nous étions dans le même mouvement » qui n'oeuvrait pas pour diviser le Maroc, mais pour en faire un Etat démocratique. Et c'est le même message que je renvoie aujourd'hui à mes amis de Tindouf et d'ailleurs. Si réellement il leur reste un peu d'autonomie et une capacité d'action de manière indépendante, qu'ils viennent rejoindre le combat des Marocains pour la démocratie et pour les droits humains », a exhorté M. Herzenni, qui animait un panel organisé par le CCDH, en partenariat avec le Conseil des droits de l'Homme, sous le thème « la réparation communautaire dans le cadre de la justice transitionnelle ».

ANOUAR JIHAD

## Provinces du Sud

### Cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire

*Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), Ahmed Herzenni, a appelé, lundi à Genève, les séparatistes du polsario à cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire pour servir des intérêts politiques et des ambitions douteuses et suspectes.*

«Cessez d'instrumentaliser un discours qui, éthiquement, devrait être au dessus de toutes les instrumentalisation parce qu'il s'agit de droits humains et non pas de petits intérêts politiques et d'ambitions plus ou moins douteuses et suspectes», a affirmé M. Herzenni à l'adresse d'une séparatiste qui l'a interpellé sur les droits de l'Homme dans les provinces du Sud, lors d'un panel, organisé au Plais des Nations.

«Cette dame ne parle, manifestement, pas pour elle-même, mais pour tout un groupe et pour ne pas le nommer, elle parle pour un groupe qui s'appelle le polsario. Elle a voulu me gêner, mais en fait elle m'a fait beaucoup de plaisir parce que nonobstant le fait que ce panel ne soit pas consacré aux disparitions forcées, je lui dis que quand des gens par ailleurs prétendent que le Maroc occupe le Sahara, ils révèlent en fait, sans en être conscients, qu'ils n'en sont pas convaincus», a indiqué le président du CCDH.

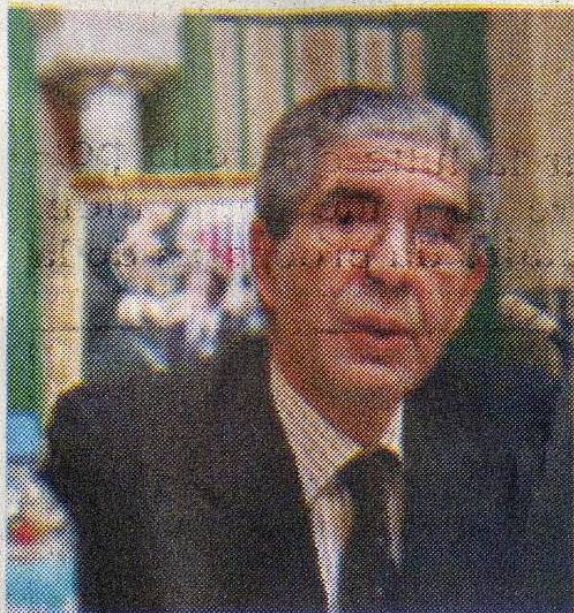
«Si le Maroc était un pays occupant, est ce qu'il faudrait lui demander de respecter les droits humains. Est ce que nous, quand nous combattions la France, nous lui demandions de respecter les droits humains, nous lui demandions de partir», a fait observer M. Herzenni à l'adresse de cette séparatiste, ajoutant que «le fait même qu'elle et ses collègues utilisent maintenant ce discours des droits humains, prouve qu'ils ne croient pas à ce qu'ils essaient de vendre à l'extérieur quand ils disent que le Maroc est un pays qui occupe un territoire étranger».

M.Herzenni lui a rappelé qu'il a intégré la faculté en même temps que le principal fondateur du polsario, en l'occurrence Mostapha El Ouali. «Nous étions dans le même mouvement» qui n'œuvrait pas pour «diviser le Maroc, mais pour en faire un Etat démocratique. Et c'est le même message que je renvoie aujourd'hui à mes amis de Tindouf et d'ailleurs. Si réellement il leur reste un peu d'autonomie et une capacité d'action de manière indépendante qu'ils viennent rejoindre le combat des Marocains pour la démocratie et pour les droits humains», a lancé le président du CCDH.

M. Herzenni animait un panel organisé par le CCDH, en partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, sur «La réparation communautaire dans le contexte de la justice transitionnelle», en marge de la 13e session du Conseil des droits de l'Homme.

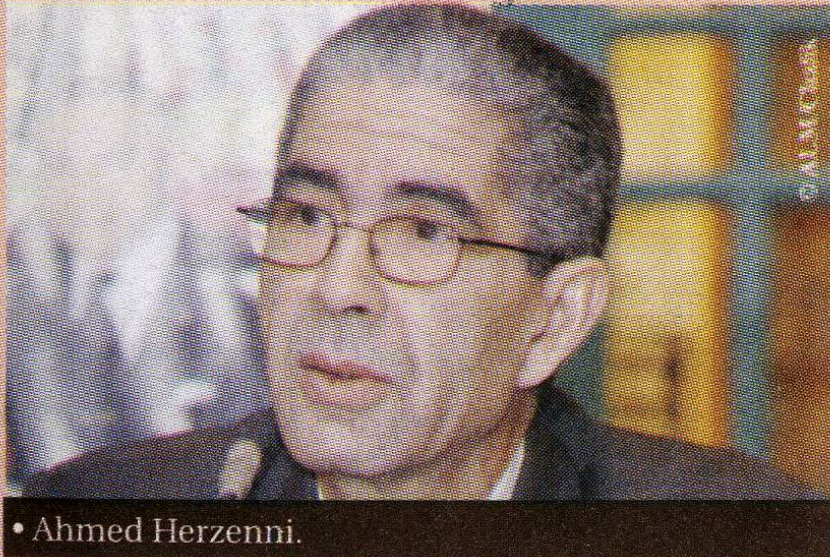
Par MAP

## Herzenni interpelle le polisario



Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni, a appelé, lundi à Genève, les séparatistes du polisario à cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire pour servir des intérêts politiques et des ambitions douteuses et suspectes. «Cessez d'instrumentaliser un discours qui, éthiquement, devrait être au dessus de toutes les instrumentalisation parce qu'il s'agit de droits humains et non pas de petits intérêts politiques et d'ambitions plus ou moins douteuses et suspectes», a affirmé M. Herzenni à l'adresse d'une séparatiste qui l'a interpellé sur les droits de l'Homme dans les provinces du sud, lors d'un panel, organisé au Plais des Nations.

## Droits de l'Homme **Cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire**



• Ahmed Herzenni.

Le président du CCDH, Ahmed Herzenni, a appelé, lundi, à Genève, les séparatistes du Polisario à cesser d'instrumentaliser le discours humanitaire pour servir des intérêts politiques. *«Cessez d'instrumentaliser un discours qui, éthiquement, devrait être au-dessus de toutes les instrumentalisations parce qu'il s'agit de droits humains et non pas de petits intérêts politiques»*, a affirmé M. Herzenni à l'adresse d'une séparatiste qui l'a interpellé sur les droits de l'Homme dans les provinces du Sud, lors d'un panel organisé au Palais des Nations.

بعد تحليل جيناته ومطابقتها

## المجلس يكشف عن جثة أبو فادي

بالرباط، حيث احتجز بالكومبليكس، ثم رحل لمعتقل أكرز سنة 1978، ثم قلعة مكونة في سنة 1981، ثم نقل رفقة ثلاثة معتقلين إلى المحتجز المدمج في البناية المخصصة لحراس سد المنصور الذهبي بنواحي ورازات، حيث توفي ودفن بقبر مجاور للسد بتاريخ يوليو سنة 1992.

مرفوقين بوفد من المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى مدينة قلعة مكونة، حيث تم وضع الشاهد على قبر المرحوم، والترحم عليه. وجدير بالذكر أن أبو فادي المزداد في ماي 1950 ببلبان مغربي من أم لبنانية، اعتقل من فندق بالرباط سنة 1976، وتم ترحيله إلى عدة معتقلات

توصل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى النتائج النهائية للتحاليل الجينية التي تم إجراؤها على عينات من العظام للضحية امحمد المراكشي المعروف بـ«أبو فادي»، والتي جاءت متطابقة مع التحاليل المجراة على أفراد من عائلة المرحوم. وقد انتقل فردان من عائلة الفقيدي